

2010 : une année décisive pour le droit à la retraite...

Le Conseil d'orientation des retraites (COR) a remis au parlement un rapport sur les modalités techniques d'un passage éventuel vers un régime par points ou un régime de comptes notionnels.

Cette initiative politique se situe dans le cadre d'un nouveau rendez-vous sur les retraites souhaité par le gouvernement, le MEDEF et la CFDT.

Dans cette perspective, il est utile de se pencher sur les positions de chacun.

Le gouvernement en ordre de bataille

Le 22 juin 2009, Sarkozy, dans sa déclaration devant le Parlement réuni en Congrès annonçait le calendrier et les objectifs du gouvernement: *«Nous serons au rendez-vous de la réforme des retraites. 2010 sera un rendez-vous capital. Il faudra que tout soit mis sur la table: l'âge de la retraite, la durée de cotisation, la pénibilité. Toutes les options seront examinées (...).»*

Le 7 janvier 2010, dans une interview au magazine «Capital», Dominique Leclerc, sénateur UMP, membre de la commission des affaires sociales du Sénat précisait les intentions gouvernementales. L'objectif est clairement annoncé. A une question concernant l'adoption d'un système de retraite par points, il répond: *«Personnellement, j'y suis très favorable. Ce système présente certains avantages comme la transparence et la facilité de gestion. De plus, l'âge légal de retraite n'est plus essentiel, les cotisants ayant plus de liberté pour choisir le moment de leur retraite en fonction de leur situation».*

Cette mesure présenterait un double avantage, du point de vue du gouvernement: elle substitue un «droit» individuel à un droit collectif et elle remet en cause le statut de la Fonction publique. En effet, pour l'instant, les fonctionnaires partent en retraite sur la base du salaire des 6 derniers mois, demain, c'est le calcul par points acquis ou non tout au long de la carrière qui serait pris en compte pour la liquidation des droits. Or, la pension publique telle qu'organisée par le Code des pensions est consubstantielle du Statut général des fonctionnaires. Pour arriver à ses fins, D. Leclerc utilise l'adage machiavélique bien connu: *«Diviser pour mieux régner»*: *«Il n'y a rien de plus inégal que le système actuel des retraites. Les salariés du privé continuent de cotiser plus que ceux du public, or ils ont nettement moins d'avantages».* Autre méthode classique pour faire passer les contre réformes: *«Il faut aller au-delà de l'institutionnel et associer les français, expliquer les enjeux, pour faire comprendre que l'ensemble du système des retraites doit être remis à plat».*

Pour mettre en œuvre le principe de subsidiarité, le gouvernement doit se trouver des partenaires, pour ne pas dire des complices, qu'en est-il?

Les subsidiaires

Il semble que les subsidiaires habituels que sont le MEDEF et la CFDT soient de nouveau prêts à proposer leurs bons offices.

Laurence Parisot présidente du Medef, rappelait, le 7 juin 2009, les propositions du Medef transmises à la présidence de la République et au gouvernement: *«Le Medef propose, pour le 1er janvier 2012, que l'âge légal pour partir en retraite passe à 63,5 ans, à 44,5 annuités pour prétendre à une retraite complète, que l'épargne salariale soit développée (...).»* Proposition qui a le mérite

d'être cohérente, comment s'étonner qu'une association défendant les intérêts d'un capitalisme principalement financier fasse le jeu des assureurs?

De même est-il logique de voir la CFDT, officine du catholicisme dit «social» sacrifier la lutte des classes sur l'autel de l'intérêt commun. Reconnaissons au moins à la CFDT le mérite de la cohérence. En 1995 N.Notat défendait le plan Juppé contre les retraites, en 2003 J.Chérèque collaborait à la remise en cause des régimes spéciaux, ce dernier entend aujourd'hui achever le droit à la retraite.

La CFDT, en réclamant un «Grenelle des retraites» répond à l'appel du gouvernement qui veut «associer les français» à ses basses œuvres. Une même méthode pour une même finalité. Répondant aux questions du «Journal du dimanche» (10 janvier 2010) F. Chérèque se prononce pour l'allongement de la durée du travail : *«Dans un tel contexte, les gens se montrent néanmoins plus pragmatiques et plus réalistes que les politiques et les syndicats, notamment sur l'âge du départ à la retraite. La durée de cotisation est devenue l'élément déterminant. Les Français savent compter. Ils peuvent constater, selon leur situation, qu'il faut travailler davantage que prévu. L'âge de 60 ans est un repère symbolique et sonne l'heure des choix entre un départ dans des bonnes conditions ou le constat d'un problème financier. Le système a été créé en 1950 avec une espérance de vie à 63 ans. Aujourd'hui, il reste en moyenne 23 ans à vivre après 60 ans!»*. De plus, le secrétaire général de la CFDT n'exclut nullement le principe d'une retraite à points: *«Devons-nous passer à un système par points, par comptes personnalisés ou retoucher le système actuel? Je ne tranche pas cette question avant d'avoir mené le débat avec nos militants. Je leur enverrai à la fin du mois des propositions pour mener un débat public dans le cadre de la préparation de notre congrès qui aura lieu en juin, à Tours»*.

Le PS, par la voix de Martine Aubry, propose ses bons offices. La première secrétaire du parti dit socialiste a aujourd'hui retourné sa veste toute honte bue. Et pourtant, nul ne peut nier que, lors de l'édition du «Grand jury RTL-Le Figaro-LCI» du 19 janvier, interrogée sur un éventuel report de l'âge légal de la retraite, elle déclarait: *«Je pense qu'on doit aller, qu'on va aller très certainement vers 61 ou 62 ans»*. Sarkozy a, bien entendu, saisi la balle au bond en se félicitant de la déclaration de l'édile de Lille et en souhaitant *«un consensus le plus large possible»*. Nous assistons donc à la mise en œuvre de l'union nationale contre les retraites.

Quelle riposte syndicale?

Quid de la CGT et de la CGT-FO ? La proposition de *«maison commune de retraite»* avancée par la direction de la CGT est le relais «syndical» des projets gouvernementaux, on peut donc légitimement avoir quelques doutes sur la volonté de la CGT de s'opposer réellement aux attaques contre la retraite.

Il reste donc la CGT-FO. Les hésitations du bureau confédéral, ses tentatives d'enterrer la revendication *«public-privé, 37,5 pour tous»* ne peuvent que laisser dubitatif. Tout comme la déclaration récente de Jean-Claude Mailly: *«Pour FO, la question des sources du financement des retraites (augmentation des cotisations, recherche de nouveaux financements, réforme fiscale) doit être posée»*. Propos surprenants et inquiétants puisqu'ils vont à l'encontre des résolutions de congrès qui se sont prononcés contre la fiscalisation de la retraite. Il faudra donc, qu'à tous les niveaux (dans les syndicats, les fédérations, les UD...), les militants rappellent les revendications: garantie du système par répartition, maintien du Code des pensions civiles et militaires, retour aux 37,5 annuités pour tous, calcul de la pension sur la base des 6 derniers mois, garantie de pouvoir partir à 60 ans avec une retraite complète...

C'est sur la base de revendications claires, en toute indépendance syndicale, que nous pourrons défendre nos retraites et reconquérir l'ensemble de nos droits déjà sérieusement mis à mal.

Nos retraites méritent bien une grève générale.

Christophe Bitaud

Hommages à Alexandre Hébert...

Parmi les premiers témoignages personnels, ceux de Jean-Manuël Delsaux et Jean Thirland n'ont pu être publiés dans « L'Anarcho-syndicaliste » du 25 janvier 2010.

Adieu, Alex ...

Je n'ai pas pu te dire «Au revoir»... de vive voix et pourtant j'aurais voulu te dire tant de choses..

Surtout « Merci »...

« Merci » de m'avoir accompagné tout au long de ma route syndicale !

« Merci » de m'avoir encouragé.

« Merci » de t'être rendu disponible pour être aux côtés de notre syndicat, de ses militants, de nos adhérents, avec ta simplicité, ta générosité, ton intelligence, ta culture...

« Merci » de m'avoir ouvert la porte des ami(e)s...

« Merci » de m'avoir accueilli dans ton groupe « Fernand Pelloutier » quand ma route s'est éloignée de mes « camarades révolutionnaires »...

« Merci » pour tes nombreux conseils...

« Merci » pour l'insistance à dire et à redire : « soyez des individus libres de votre pensée »...

« Merci » pour ta volonté d'être un Homme du « Siècle des Lumières » !

« Merci » pour ton franc-parler !

« Merci » pour ta capacité à dire je ne suis pas « anarcho- syndicaliste », je suis UNANARCHISTE...

... invitant sans cesse, chacun de ses compagnons de route, à ne pas se laisser aller à « l'esprit grégaire », « à la loi du groupe », mais à rester libre « au-delà des frontières, au-delà des mers »...

Alex, tu vas me manquer...

Jean-Manuël Delsaux

Rezé le 17 janvier 2010 au matin...

(message adressé à Yann Perrotte)

Yann, bonjour,

Depuis ma chambre d'hôpital, je prends connaissance de la mort d'Alex. C'est une grande figure de la CGTFO et du mouvement ouvrier, de luttes de classes qui disparaît.

Je ne pourrai être présent mercredi. J'en suis affligé. Je ne peux oublier ce qu'Alexandre m'a donné et apporté au jeune secrétaire d'UD que j'étais.

Je te demande très fraternellement d'embrasser Maité et Patrick. Mercredi depuis ma chambre, dans le recueillement, j'accompagnerai à ma façon, mon Camarade, mon ami et mon Frère, Alexandre. Il reste et restera présent dans notre coeur et dans notre mémoire. La meilleure façon de lui rendre hommage, est de continuer le combat pour l'émancipation de la classe ouvrière. Ce n'est pas un adieu, mais un au revoir. Gémissons, gémissons, gémissons pour Alex.

Vive la CGTFO et vive la Sociale.

Jean Thirland

Lorient le 18 janvier 2010

Entente Internationale des Travailleurs et des Peuples

Conférence Mondiale de Madrid -18 au 20 mars 2005

Partie prenante de la reconstruction d'une véritable Internationale ouvrière, l'Union des Anarcho-Syndicalistes est membre de l'E.I.T. depuis 1996. Il y a juste cinq ans, une délégation de 5 camarades (Christophe Bitaud, Alexandre Hébert, Marc Hébert, Bertrand Kanhan et Joachim Salamero) avait été désignée pour participer aux travaux de la Conférence de Madrid («l'Anarcho-syndicaliste » n°103 d'avril 2005). Aujourd'hui, on mesure davantage toute la portée, toute la lucidité et la clairvoyance de l'analyse que notre camarade avait exposée devant les délégations venues du monde entier.

Déclaration d'Alexandre Hébert (U.A.S.)

(Bulletin «Informations internationales» n°125-126 du 4-11 avril 2005)

Je constate une prise de conscience de plus en plus grande et aussi, hélas, une aggravation de la situation. Pour ma part en tant que militant syndicaliste français, donc d'Europe, j'ai participé, il y a maintenant longtemps, en 1948-1949, à la création de la CGT-FO qui avait été constituée pour faire face à la mainmise du Parti communiste, à l'époque, les staliniens, sur notre mouvement ouvrier syndical.

J'ai également participé, en 1949, en tant qu'observateur à la création de la CISL. Si je rappelle ces souvenirs, ce n'est pas simplement pour des souvenirs d'ancien combattant, c'est simplement pour essayer de comprendre ensemble si l'évolution que nous avons connue peut nous servir à comprendre ce qui se passe actuellement et ce qui risque de se passer demain.

Aujourd'hui, je constate qu'on nous parle d'une fusion de la CISL avec la CMT c'est à dire la centrale cléricale. Je pense que les fondateurs de la CISL à l'époque n'auraient certainement pas pensé à cela. Je constate en second que ma propre organisation, la CGT-FO, celle à qui j'ai consacré beaucoup de temps pour la construire, est représentée dans une fausse organisation syndicale qui s'appelle la Confédération européenne des syndicats, et que, par un fâcheux concours de circonstance, je suis personnellement, en tant que militant de cette organisation, représenté par un néo-stalinien qui s'appelle Decaillon. Il y a là un problème auquel il faut qu'on réfléchisse parce que les choses évoluent et elles évoluent parfois curieusement.

Malheureusement, je constate que l'appareil syndical, la direction de mon syndicat, est sur une orientation qui n'est pas du tout celle pour laquelle nous avons construit le syndicat. J'en veux pour preuve une interview accordée par un ancien secrétaire confédéral qui, à une question du journaliste qui lui demande: «*Les relations entre FO et les autres syndicats ne sont pas très bonnes. Est-ce que cela va changer?*». Il répond: «*Je n'ai pas encore rencontré les autres responsables syndicaux, mais je suis ouvert*». La politique de la direction de mon syndicat est de ne pas ignorer les autres organisations syndicales.

Mon but c'est la défense de nos adhérents. Voilà un camarade qui parle au nom de la confédération, au mépris des règles du fédéralisme et qui explique qu'il est pour une forme d'organisation qui n'est pas sans rappeler le mot d'ordre de la CGT du «*syndicalisme rassemblé*», rassemblé notamment dans la CES.

Il y a une évolution d'une gravité plus grande aujourd'hui depuis les attaques portées contre nous. Nous sommes confrontés aujourd'hui au rôle et à la place des appareils syndicaux qui prétendent parler au nom de la classe ouvrière. Il est clair, qu'il y a chez certains, une adaptation au monde que l'on prépare dont les institutions me semble d'essence totalitaire. Et cela me paraît extrêmement dangereux. Je ne mets pas en cause l'honnêteté de qui que se soit. Si on commence à pactiser avec le totalitarisme on sait où cela peut nous mener.

J'appartiens à un courant anarcho-syndicaliste, dont un des principaux théoriciens était Fernand Pelloutier en France. Il disait: «*Ce qui manque à l'ouvrier c'est la science de son malheur*». Je pense que le devoir d'un militant c'est d'essayer d'éclairer, de comprendre, de faire comprendre dans quel monde on est. Par exemple, on ne peut pas comprendre, selon moi, la situation si l'on ignore qu'il y a quelques décennies, il s'est passé un événement sur lequel les appareils ont été très discrets, qui s'est appelé le «*compromis historique*».

Le «*compromis historique*» c'était un accord entre le Vatican et le Kremlin. Cet accord a porté ses fruits non seulement en Europe de l'Ouest, par exemple, au Portugal, en Espagne. Au Portugal, de toute évidence, la révolution des œillets c'était un coup d'Etat militaire. Que les travailleurs se soient précipités c'est autre chose, mais il est évident que cela a été contrôlé de bout en bout par l'appareil d'Etat. Et en Espagne, pensez qu'après 1936, cela conduit à s'associer à la restauration de la monarchie, même si c'est une monarchie constitutionnelle.

Cela, c'est la conséquence de cette politique de «*compromis historique*», elle a eu aussi des conséquences dans les pays de l'Est. On parle beaucoup du Mur de Berlin, c'est une image. Ce qui est vrai, c'est que pour ceux qui observaient les pays de l'Est il est parfaitement clair que le changement soi-disant démocratique de ces régimes a été pris en charge par le NKPD qui n'était pas une institution d'esprit démocratique.

Aujourd'hui, nous payons les conséquences de cette politique et notamment chez nous, par l'instauration de la Constitution européenne. Après un habillage démocratique, on a remis en cause la démocratie de délégation, le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple. On l'a remplacé par une pseudo démocratie participative, fondée sur la théologie de la subsidiarité.

Si nous voulons nous battre sur un plan à la fois national et international, nous avons intérêt à clarifier les choses.

En conclusion, dans l'immédiat nous devons essayer dans toutes les organisations où nous sommes de se battre pour préserver leur indépendance, non seulement par rapport à nos adversaires, faciles à identifier, mais aussi parfois par rapport à la direction que les appareils veulent imprimer à nos organisations.

Qu'on le veuille ou non, qu'on essaie de maquiller la vérité, aujourd'hui comme hier, la lutte des classes est l'élément moteur. Aujourd'hui comme hier, il y a des exploités et des exploités. Aujourd'hui comme hier, les exploités auront tendance à s'organiser avec leurs organisations si elles en sont dignes, ou en en créant d'autres si par malheur les organisations renonçaient à la mission pour laquelle elles ont été constituées.

Mourir du travail au XXIème siècle...

(« Informations Ouvrières » du 7 octobre 2009)

Impensable, ignoble, intolérable! 24 suicides à France Télécom en 18 mois. Morts dont la cause est incontestablement et directement due aux conditions de travail, qui aurait pu imaginer cela à notre époque?

On peut réclamer des têtes même celle du plus haut dirigeant de l'entreprise, qui certes ne brille pas par l'intelligence de ses propos (mode du suicide, pécheurs de moules, si on n'est pas à Paris...), cela changerait-il quelque chose? Son successeur est déjà connu. Il s'appelle Stéphane Richard, il est connu comme un «financier» et a été l'avocat d'affaires de Nicolas Sarkozy. Il a été choisi comme l'homme capable de faire passer France Telecom de «l'opérateur historique» à la «société de services» qu'appelle de ses vœux Didier Lombard.

La cause de tous ces drames est plus profonde et bien plus ancienne, comme le sont les responsables de toutes ces réformes ou plutôt contre-réformes menées tambour battant contre vents et marées pour faire disparaître de nos villes et nos campagnes nos bons vieux PTT. La dislocation des PTT ne date donc pas d'hier, mais trouve sa source dans la première loi de Paul QUILLES de 1990 qui sépare la poste des télécoms, puis la reclassification de 1993 avec l'abandon des corps de métiers et des grades. Ensuite 1996: dissolution de l'Assemblée Nationale, arrivée de Lionel JOSPIN au gouvernement, lequel dans son programme avait promis l'arrêt de la privatisation de France Télécom s'ils arrivaient au pouvoir. Résultat des courses, en une seule nuit tout était par terre et la casse continuait. Ensuite tout s'enchaîne très vite; comment parler du traitement du volet social d'un service public quand on passe de «l'Homme à la ressource, du Fonctionnaire au Salarié de droit privé, de l'Usager au Client et du Service public à la Vente de services»?

Les spécialistes sont unanimes: c'est l'organisation même du travail qui est en cause. On assiste à une perte totale des repères dans l'entreprise, la notion de camaraderie et de solidarité n'existent plus. On assiste à une dissolution du collectif. Les relations sociales entre les employés ont été considérablement modifiées. Il existe une très grande solitude. Le collectif devient alors une foule dans laquelle chacun est seul. Avant on faisait attention à l'autre. Avant c'est quand il y avait des BO (bureau d'ordre) où chaque fonctionnaire connaissait chaque agent, chaque collègue de chaque service par son prénom, où on n'était pas qu'un numéro d'identifiant.

Outre un manque de solidarité, les travailleurs ne se reconnaissent plus dans les tâches qui leurs sont demandées. On en demande plus, sans redéfinir la notion de "travail bien fait". A force, le travailleur ne sait plus où il est en est, il est désorienté et se sent dévalorisé.

A cette perte de repères, s'ajoutent les critiques et la pression de la hiérarchie, elle-même sous pression. «*Tout cela peut aboutir au pire*», explique un chercheur en médecine et santé du travail. Un mal-être et un individualisme galopant encouragés par de nouvelles méthodes de management, par exemple l'absence apparente de hiérarchie, le tutoiement, les séminaires de «*teambuilding*» ou la gestion des «*ressources humaines*» par l'affectif...

Les évaluations individuelles de performances ont fait leur entrée dans les services publics comme dans les entreprises. Elles ont amené de la concurrence entre les salariés mais aussi de la méfiance, du stress, des coups bas. La peur et le stress font désormais partie intégrante de certains services.

Pour finir, le seul objectif de l'Entreprise aujourd'hui: faire du fric et servir les actionnaires en tête desquels arrive en toute première place l'ETAT. Qui ne dit rien, ne fait rien et passe à la caisse. Mais de plus et comme pour tous les services publics privatisés à ce jour, route que va prendre prochainement LA POSTE, c'est l'Union Européenne qui, avec ses directives, a imposé l'ouverture à la concurrence, la remise en cause des monopoles.

Et chaque fois, chacune des directives européennes relatives aux télécommunications a inexorablement conduit à la privatisation du service public des télécommunications, à la remise en cause du statut de fonctionnaire. Comment peut-il en être autrement? C'est vrai pour les télécoms, mais aussi, à la poste, à EDF/GDF et c'est là tout le problème.

Les seules solutions sont: le retour au monopole d'État, défense et reconquête du statut plein et entier pour tout le personnel, et rupture avec l'Union Européenne.

Jean-Louis Destenay

Exit Roland LEWIN...

Né à Paris le 12 octobre 1940 - d'une mère Juive polonaise et d'un père Juif allemand un temps militant du parti communiste et du Komintem, conjonction d'où on peut imaginer que lui venait son humour dévastateur - notre ami Roland Lewin est mort à Grenoble le 18 novembre d'un infarctus pendant son sommeil. Bien qu'il nous ait rendu de fameux services vous êtes peu nombreux à en avoir entendu parler; il était discret et c'était moi qui servais d'intermédiaire.

C'est lui qui nous a communiqué le texte de la thèse d'Arturo Assante - journaliste membre du grand conseil fasciste italien - soutenue à la fac de droit de Bordeaux en mars 1939: *La doctrine du fascisme, le corporatisme*. De même que l'étude de Monique Luirard, *Les trois discours sociaux de Saint-Etienne: Albert de Mun (1892), Pétain (1941). De Gaulle (1948)*[1].

C'est lui aussi qui a attiré notre attention sur le colloque de Grenoble de 1976 [2] où Wladimir Rabi a fait une communication [3] mettant en cause une affirmation de leurseigneur Guerry (ancien secrétaire de l'assemblée des cardinaux et archevêques de France) selon laquelle [4] «*Dans une déclaration du 17 juin 1941, largement diffusée, la Faculté de théologie catholique de Lyon avait dénoncé les injustices de la loi du 2 juin 1941*», persécutant les Juifs. Déclaration si «*largement diffusée*» qu'elle n'a jamais existé, sinon, peut-être, à l'état de projet...

Roland a adhéré au groupe de Grenoble de la Fédération Anarchiste au début des années 60. Il était étudiant en histoire. Un soir de 65 ou 66 il est venu dîner chez moi, à Versailles, alors qu'il avait fait publier une brochure sur Louis Lecoin. Plus tard (juin 1968 - éd. La Digitale) ce sera une brochure sur un militant allemand, Eric Musham, emprisonné par les nazis dès 1933 et qui mourut au camp d'Orianembourg.

Le groupe FA de Grenoble avait adhéré à l'UGAC (Union des Groupes Anarchistes Communistes) qui quitta la FA avant 1968; Roland y resta jusqu'en 1970 en participant à la commission d'histoire. Ensuite il conserva surtout des relations individuelles, notamment avec René Bianco. Il me semble qu'un temps il fréquenta la franc-maçonnerie (GO), sous toutes réserves.

Entré à l'institut d'études politiques de Grenoble comme chargé de cours il devint assistant, maître de conférences, puis professeur. Il aimait préciser: spécialiste du fascisme, du nazisme et du bolchevisme. Ce qui lui valut fin 1968, pendant son cours, un affrontement avec des gauchistes qui refusaient qu'on rappelât qu'à la fin des années 20 le PC allemand a passé des accords électoraux avec les nazis. En 1978 il soutint sa thèse d'histoire sur Sébastien Faure et la Ruche, publiée en 1989. En 1984 il préfaça la réédition de la brochure (Orianembourg - éd. La Pensée sauvage) d'un député allemand, Serge Gerhart, emprisonné en 1933 et évadé, publiée à Lyon en avril 1934.

Même s'il éprouvait de la sympathie - qu'il expose franchement dans sa conclusion [5] - pour ce qu'il est convenu de nommer «*éducation libertaire*», Roland analyse les résultats de La Ruche en historien. Environ quatre-vingt enfants y sont passés, il en a retrouvé huit et obtenu des renseignements sur une quarantaine: «*(....) la plupart des enfants ont éprouvé de grandes difficultés à s'insérer dans une société qui leur était quelque peu étrangère. (....) Les enfants grandirent dans un monde presque clos, autarcique et idéaliste, à l'abri des besoins et des obstacles. Ils acquirent ainsi des habitudes et des attitudes peu compatibles avec les normes du monde où ils furent brusquement projetés. Leur caractère entier et leur spontanéité naturelle s'accordèrent parfois assez mal avec certaines réalités de la vie quotidienne. Après une période d'acclimatation, marquée par les malentendus et les désillusions, chacun s'efforça tant bien que mal de trouver sa voie*». [6]

[1] Monique LUIRARD, Bulletin du Centre d'Histoire Régionale, Saint-Etienne 1980, n° 1.

[2] Actes du colloque de Grenoble, *Eglises et chrétiens dans la deuxième guerre mondiale - La région Rhône-Alpes*, Presses Universitaires de Lyon, 1978.

[3] Wladimir RABI, *Les interventions de la hiérarchie en faveur des Juifs: une constatation et une question*, Ibid., 195-196.

[4] Mgr GUERRY, *L'Eglise catholique en France sous l'occupation*, Flammarion, Paris 1947,37.

[5] Roland LEWIN, *Sébastien Faure et «La Ruche*», Ed. Ivan Davy (49), 296pp. 239-243.

[6] Ibid, 212-213.

Quelques mois avant de partir en retraite il rencontre un responsable de l'IEPG qui lui dit tout à trac: «Ah, vous allez nous quitter Lewin; enfin nous n'entendrons plus parler de fascisme et de nazisme». Réflexion stupide qui permet tout de même de mieux comprendre que ceux qui préfèrent qu'on oublie l'histoire en fasse sauter les cours en terminale.

Salut ami. A nulle part et à jamais.

ERRATA publié dans l'édition n°147.

Homme intègre et rigoureux, Marc Prévôtel avait transmis son dernier article «Exit Roland Lewin» à sa soeur, Evelyne Lewin, pour d'éventuelles corrections.

Mais au moment où cet article a été publié dans «L'Anarcho-syndicaliste» n°146 de février 2010, il n'avait pas encore eu connaissance de sa réponse. Quelque temps avant sa disparition, il nous a transmis les rectifications qu'il tenait à apporter à son écrit.

- Roland Lewin est né le 18 septembre 1940;
- Son père n'a pas appartenu au Komintern;
- Eric Muhsam mourut au camp d'Oranienbourg;
- Roland Lewin était affilié au Droit Humain;
- Le député allemand s'appelait Gerhart SEGER.

Un ordre de Staline

Secrétaire général du PC allemand. Thaelmann fut rapidement emprisonné en 1933. Début 1934 deux matons communistes lui proposent de le faire évader et il accepte; mais quelques jours plus tard arrive un ordre de Moscou: Thaelmann doit réintégrer sa cellule. Ce qu'il fit immédiatement. Il mourut quelques années plus tard à Buchenwald.

Jusqu'en 1989 la RDA refusa que ce «*détail*» de la vie de Thaelmann apparaisse dans sa notice du dictionnaire biographique du mouvement ouvrier allemand.

C'est une anecdote que Roland aimait raconter lorsque l'occasion se présentait.

Marc Prévôtel

L'ANARCHO-SYNDICALISTE
19, rue de l'Etang Bernard -REZE
Abonnement pour 20 n°s : 30 euros
Abonnement de soutien : 40 euros
A verser à : ASSOCIATION DES GROUPES FERNAND PELLOUTIER
CCP NANTES : 9998 2_D 19, rue de l'Etang Bernard 44400 REZE
Imprimerie Spéciale de l'Anarcho-Syndicaliste
Fondateur de publication : A. HEBERT Directeur : C. BITAUD
